Samedi 17 et dimanche 18 septembre 1977 No 729

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Turquie

TÜRKIYE İHTILALCI İŞÇİ KÖYLÜ PARTİSİ

PREMIER CONGRES DU PARTI REVOLUTIONNAIRE OUVRIER PAYSAN DE TURQUIE (TIIKP)

Le 1er Congrès du TIIKP s'est réuni en Turquie dans les conditions de l'illégalité le 9-10 septembre 1977. Les délégués ouvriers, paysans pauvres et intellectuels élus dans les congrès locaux y ont participé.

Le Congrès réunissait les vétérans du Parti, le sang frai venant des masses laborieuses et les révolutionnaires prolétariens qui viennent de rejoindre le Parti et qui luttent contre les courants opportunistes.

Le 1er Congrès du TIIKP s'est réuni sur la base des acquis des 57 ans du mouvement communiste de Turquie et surtout sur la base des luttes que mène depuis 8 ans le TIIKP contre l'impérialisme, la réaction et le révisionnisme. Le congrès a ouvert le 9 septembre, le jour du 1er anniversaire de la mort du camarade Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste de notre époque, en rendant hommage à ce grand éducateur et dirigeant.

Le 1er Congrès du TIIKP a clairement défini la ligne idéologique, politique et organisationnelle développée au travers des luttes du parti, contre le révisionnisme moderne soviétique, contre la clique révisionniste I. Bilen, contre l'opportunisme des Aren-Boran, contre le putschisme nationaliste des M. Belli et H. Kivilcimli, contre l'aventurisme, contre la liquidation, contre le révisionnisme du TSIP et récemment contre la ligne de conciliation envers le social-impérialisme, et le révisionnisme du bloc opportuniste des trois.

Le 1er Congrès a approuvé à l'unanimité les statuts et le programme du parti, le programme de la révolution agraire, la résolution sur la défense de la patrie et celle sur la question nationale Kurde, tous déjà discutés dans toutes les organisations et les congrès locaux du parti.

D'autre part, le Congrès a approuvé le rapport politique du Comité central. L'autocritique analysant les erreurs du parti entre les années 1970-1972 a été adoptée. Le mouvement de rectification mené conformément à la résolution du Comité central sur la direction de la campagne contre le dogmatisme, le subjectivisme, l'impatience et le sectarisme, sera poursuivi avec un nouvel élan. Le parti a décidé de rendre hommage à ses martyrs et a accordé à titre posthume le titre de membre du parti aux révolutionnaires prolétariens tombés en martyrs dans la lutte sous la direction du Parti. Le Parti a adressé des messages au Mouvement communiste international et au Parti communiste chinois qui vient de clore victorieusement son XIe Congrès. Le parti a élu son nouveau Comité central.

(Suite page 2)

Débat Marchais-Fabre

Les travailleurs n'ont rien à espérer de la «gauche»

Le débat «Marchais-Fabre», jeudi soir à Antenne 2, n'était pas des plus reluisant. En étalant au grand jour leurs chicanes, ils ont enfilé quelques perles qui méritent d'être relevées.

Fabre, en tant que représentant des petits et moyens capitalistes (PME) et des Radicaux de «gauche», a défendu la thèse traditionnelle des gros bonnets de l'industrie : la liberté d'entreprendre (ce que Marchais a approuvé !). Il ne veut pas changer de type de société et considère qu'il y a d'autres solutions que les nationalisations, telle que la «participation». Il considère les syndicats comme étant *«une force de proposition»* et *«le gouvernement une force de décision»*, c'est-à-dire qu'il prône ouvertement la collaboration de classes.

Marchais, chef de file des révisionnistes, a déclaré, à propos des nationalisations, qu'il s'appuyait sur la Constitution de 1958, cette même constitution qu'à l'époque le PCF considérait comme fasciste. Il avait voté contre. Aujourd'hui, il s'en fait le plus ardent défenseur parce que, selon lui, elle a été votée par la majorité du peuple !

Il a rendu hommage à son prédécesseur ... De Gaulle (!) qui, après la Seconde Guerre mondiale, avait nationalisé 2 000 entreprises ! Alors, dit-il, que nous n'en nationalisons que 1 008 (1 400 s'il y a les trois groupes supplémentaires demandés par les dirigeants révisionnistes).

Honnêtement, qu'est-ce que ces gens, soi-disant de gauche, ont à voir avec la classe ouvrière ? Strictement rien !

Travailleurs, rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte contre le capitalisme, de droite comme de «gauche».

Tout va très bien... dit Haby ! Et pourtant...

GREVES ET MANIFESTATION

Très fier de lui, Haby – ministre de l'Éducation – a déclaré, le jeudi 15, au journal de France-Inter : *«Cette rentrée est satisfaisante, meilleure encore que celle des années précédentes»*. Aux auditeurs qui disaient que des centaines de maîtres-auxiliaires attendent d'être nommés, il a répondu que *«tout sera réglé dans une semaine»* !, que les nominations étaient faites sans discrimination, dans un *«esprit de justice»* !

Aux nombreuses critiques qui sont portées, il ne trouve rien d'autre à répondre que *«ça pourra s'arranger»*, *«les conditions en 6e sont très favorables»*, *«la qualité de l'enseignement français est un des meilleurs de monde»*... bref, la démagogie et le mépris du peuple.

La vérité, les enseignants – surtout les maîtres-auxiliaires – et les élèves la connaissent. C'est pourquoi de nombreux mouvements locaux – y compris la grève – sont déclenchés.

C'est le cas notamment au CEG de Villeneuve-de-Berg (Ardèche), au collège agricole de Contamine (Haute-Savoie), au lycée de Saint-Joachin (Loire-Atlantique). A Lussac-le-Chateau (Vienne). D'autre part, les enseignants (FEN et CFDT) ont lancé un mot d'ordre de grève pour vendredi. Les parents du primaire, et surtout du pré-élémentaire, de leur côté, ont occupé des classes pour réclamer soit des locaux, soit des maîtres comme à Craugeat (Ain), Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), Évrange (Moselle), ou à Paris dans le 18e arrondissement.

Des manifestations de maîtres-auxiliaires, non affectés, ont également eu lieu devant certains rectorats aussi bien mercredi que jeudi, d'autres sont prévues ce vendredi, notamment à Paris.

Editorial

Des suicides qui accusent le régime

Dimanche dernier, Jean-Luc Armand, un maître-auxiliaire resté sans poste à une semaine de la rentrée des classes, s'est suicidé en se jetant sous un autorail près de Nimes. Mercredi Pierre Gould-Dupuy, un dessinateur de quarante ans, père de 4 enfants, s'est pendu dans la cave de son domicile dans l'Oise. La COMEC, société dans laquelle il travaillait depuis 21 ans, a licencié pour «restructuration» 170 travailleurs depuis 1974.

Pierre Gould-Dupuy faisait partie de la dernière charrette : le 30 mai dernier, la COMEC avait licencié la totalité du personnel du bureau d'étude dont il faisait partie. Il avait affirmé à plusieurs reprises qu'il n'admettait pas d'être ainsi mis à la porte et n'a pu supporter son licenciement.

Des suicides de chômeurs et de travailleurs licenciés sans perspective de pouvoir retrouver du travail, il y en a eu de nombreux l'année dernière. Rappelons simplement quelques uns de ces drames du chômage. Le 15 avril, à l'ANPE du 9e arrondissement à Paris, une jeune femme s'est arrosée d'alcool à 90o et s'est enflammée en craquant une allumette. A Lille, le même jour, c'est un handicapé physique de 31 ans qui a tenté lui aussi de se suicider par le feu.

Plusieurs maîtres-auxiliaires se sont donnés la mort, parce qu'ils étaient sans emploi comme Renée Boudouresque en novembre 76, ou parce que le ministère de l'Éducation nationale les avait acculés à travailler comme bouche-trous et dans des conditions intenables. La recrudescence des suicides de jeunes est frappante elle aussi : 700 en un an !

Tous ces suicides mettent en accusation le régime capitaliste. Après avoir sucé la force de travail d'ouvriers, de petits employés en les exploitant sans merci, il les jette sur le pavé par centaines de milliers dès que cela lui est nécessaire pour préserver ses profits et «restructurer», face à la crise. Le gouvernement aura beau essayer à chaque fois de faire de ces drames un «cas particulier», il ne pourra pas cacher le caractère éminement politique de ces suicides. Si tant de jeunes et de chômeurs sont amenés à penser parfois au suicide, c'est bien à cause des conditions de vie abominables qu'il leur impose. De tels faits démontrent, s'il en était besoin, la fausseté des allégations de Barre et son cynisme lorsqu'il prétend que de nombreux chômeurs sont «millionnaires» ou déclare «s'il y a tant de chômeurs, c'est qu'ils ont la possibilité d'attendre la place qui leur convient».

Par ailleurs, tout en «critiquant» le plan Barre, les partis de «gauche» observent un silence et un flou prudents sur la question. C'est qu'ils sont incapables de promettre la disparition du chômage et pour cause ... Le chômage, plaie du régime capitaliste, ne disparaîtra qu'avec ce dernier.

SPORT

Football

Manchester – St-Etienne : 1 à 1 cinquante blessés

Le stade Geoffroi-Guichard à Saint-Étienne a été le théâtre de violents affrontements entre les supporters de Saint-Étienne et ceux de Manchester, au cours du match de coupe d'Europe qui s'est déroulé mercredi soir.

Un climat tendu régnait depuis le début de l'après-midi. De nombreux supporters anglais étaient venus de Manchester ; de nombreux supporters de Saint-Étienne étaient, eux-aussi, sur place. La publicité et le tapage faits autour de ces matches, à la radio, la télé et dans la presse bourgeoise, contribuent à créer un climat de chauvinisme et de compétition qui peut mener jusqu'à l'affrontement.

Pour augmenter leurs bénéfices, les organisateurs et la municipalité avaient entassé les joueurs dans un stade trop petit pour accueillir tant de monde. En plus, le stade est entouré de grillage, les tribunes aussi sont séparées du terrain par une grille.

Qui sont les supporters des équipes de football ? En majorité des jeunes travailleurs ou de jeunes chômeurs révoltés. Il n'est pas étonnant que la bourgeoisie essaye de détourner cette révolte contre les autres peuples européens en renforçant le chauvinisme. Il suffit de lire les journaux, de l'Aurore à l'Humanité, en passant par le Figaro, pour voir l'exploitation chauvine de ces tristes incidents. Tous parlent de «voyous anglais arrivés la veille, etc.», ceci pour dédouaner les supporters de Saint-Étienne et surtout la bourgeoisie et ses moyens d'information qui essaient de créer un courant de chauvinisme sportif. Cet esprit chauvin et ces affrontements ne font que diviser les peuples d'Europe face à l'hégémonisme des deux superpuissances. Le sport qui devrait être un facteur d'unité, la bourgeoisie l'a transformé en son contraire.

Cyclisme

«Le championnat coûtait très cher»

Le championnat du monde vient de se terminer (1er Moser, 2e Thurau). Les langues se délient. Ainsi, on a pu entendre dire que le championnat coûtait très cher cette année. «Plus que le prix d'une maison» aurait déclaré Bernard Hinault, le favori français.

De son côté, le directeur technique national de l'équipe de France s'est étonné du comportement de Maertens en disant : *«En France, on aime qu'un champion défende son maillot jusqu'au bout».*

LES MUNITIONS

De nombreux bruits courent sur les «munitions» dont disposaient certaines équipes nationales. On a même parlé plus précisement des équipes italienne et hollandaise qui auraient disposé de fortes sommes d'argent à se partager en cas de victoire d'un des leurs. Les Français, eux, disposaient de «munitions». Peut-on encore parler d'équipes nationales ? En effet, les coureurs regroupés toute l'année sous des marques différentes, courent une fois par an avec leur équipe nationale. Souvent les alliances qui résultent des équipes de marques, se font sur le dos des équipes nationales. Ces histoires de dessous de table reviennent épisodiquement dans les hautes sphères du sport ou du cyclisme. Faut-il s'en étonner quand on sait que la compétition professionnelle est entre les griffes des publicitaires et des gros trusts ? Il semble bien que le championnat du monde qui vise à raviver le chauvinisme des peuples ait de plus en plus de mal à jouer son rôle.

Dimanche 18 septembre au centre culturel de Brétigny
FETE POPULAIRE DE L'ESSONNE

COMMENT Y ALLER ?

PAR LE TRAIN
Gare d'Austerlitz : descendre à Brétigny/Orge

PAR LA ROUTE
Autoroute A6 : Porte d'Orléans ou Porte d'Italie prendre la direction Orléans ; dépasser Longjumeau et prendre la RN 20 direction Orléans.
A Montlhery, prendre la direction de St Michel/Orge
A 3 kilomètres de Montlhery, prendre la direction de Brétigny.

AUTOROUTE A6
direction Lyon ; sortir à Savigny/Orge; prendre la direction de Ste Geneviève et la direction de Brétigny.

• Turquie

PREMIER CONGRES DU PARTI REVOLUTIONNAIRE OUVRIER PAYSAN DE TURQUIE (TIIKP)

(Suite de la page une)

Du début jusqu'à la fin, le congrès a réalisé ses travaux dans une atmosphère de débats chaleureux où dominait l'esprit de lutte déterminée contre le révisionnisme et dans une atmosphère d'unité d'acier. Le congrès a terminé ses travaux le 10 septembre 1977 avec un enthousiasme révolutionnaire, le jour du 57 e anniversaire de la fondation du TKP. Après le discours de clôture du président du Comité central, le camarade Hüseyin Gazi, le congrès a entonné l'Internationale.

Le 1er Congrès du TIIKP a décidé d'annoncer à tout notre peuple la détermination de lever encore plus haut entre les mains des ouvriers et de paysans de Turquie, le drapeau du TKP dirigé par Mustafa Suphi et Sefik Hüsnü et la détermination de rendre victorieuse la cause de la révolution.

Le peuple de Turquie sous la direction de notre parti, écrasera la clique contre-révolutionnaire, valet du social-impérialisme de I. Bilen qui se nomme faussement Parti communiste de Turquie.

Le 1er Congrès du TIIKP a défendu, comme naguère, la théorie des trois mondes. La théorie des trois mondes qui tient haut levé le drapeau de l'internationalisme prolétarien du camarade Mao Tsé-toung est aujourd'hui la ligne de classe du Mouvement communiste international. Le Congrès a décidé dans les conditions actuelles de la situation internationale où les facteurs de la révolution et de la guerre se développent en même temps, de renforcer la lutte pour la construction du Front uni contre les deux superpuissances et en particulier contre le social-impérialisme soviétique qui est le principal foyer de guerre.

Le 1er Congrès du TIIKP a approuvé la ligne fondamentale du Parti. Le parti, a travers la révolution nationale et démocratique, détruira l'impérialisme, le sosocial-impérialisme, la bourgeoisie collaboratrice et les seigneurs de terres, établira la dictature démocratique du peuple, construira sans interruption le socialisme, poursuivra la révolution sous la dictature du prolétariat et atteindra le but du communisme.

Le congrès a décidé qu'à l'heure actuelle, les deux superpuissances sont l'ennemi principal de notre révolution et que le social-impérialisme soviétique constitue un danger plus grand pour notre révolution en Turquie. Nous devons prendre en charge encore plus la tâche centrale de l'indépendance nationale et la préparation à la guerre.

Le 1er Congrès du TIIKP a déterminé que le Parti a fait des pas importants dans l'élaboration d'une juste ligne idéologique et politique et organisationnelle. Il a donné à tout le parti la tâche de s'unir avec les larges masses travailleuses pour être une véritable avant-garde du prolétariat et du peuple. Conformément à cette tâche, il a déterminé l'axe à saisir dans les jours à venir sur le plan idéologique, politique et l'édification organisationnelle.

Le 1er Congrès du TIIKP a souligné que la rivalité entre les deux superpuissances a créé une situation favorable à la révolution en Turquie.

Il a exposé qu'un avenir radieux attend notre peuple notre classe et notre parti. Le 1er Congrès a accueilli chaleureusement la révolte des révolutionnaires prolétariens de Turquie contre le révisionnisme et l'opportunisme. Ils rejoignent rapidement les rangs de notre parti en même temps que se réalise le regroupement de plus en plus massif des travailleurs sous le drapeau de notre parti.

Le 1er Congrès est la grande victoire qui consacre huit années de lutte de notre parti. Le Congrès a brandi le drapeau du Parti. C'est un tournant déterminant dans l'histoire du Mouvement communiste de Turquie. Le 1er Congrès du TIIKP en mettant à la tête de son programme le marxisme-léninisme et la pensée maotsétoung et en réaffirmant sa volonté de lutte de 10 000 ans contre le révisionnisme a démontré sa détermination d'accomplir la révolution en Turquie.

Le 1er Congrès du TIIKP lance cet appel aux vaillants ouvriers et paysans pauvres de Turquie:

Unissez-vous dans les rangs du TIIKP, prolétaires et peuples opprimés, unissez-vous !

Communiqué du TIIKP

Les deux superpuissances hors de Chypre ! Toutes les troupes turques hors de Chypre ! (Dessin extrait de la brochure «Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances» éditée par L'APN.

• Barcelone

La «Diada» sous le signe des libertés

La fête nationale catalane «La Diada» commémore la chute de Barcelone, le 11 septembre 1714, date à laquelle, malgré une héroïque résistance, la ville tomba aux mains des troupes franco-castillanes. Cette date marque le début de la domination des Bourbons sur toute l'Espagne et, pour la Catalogne, la disparition de ses institutions indépendantes et l'ouverture d'une longue période de répression contre la culture et les aspirations nationales catalanes.

Hormis le fait que la «Diada» est enfin autorisée après l'interdiction franquiste, la fête nationale a eu une ampleur exceptionnelle.

Dimanche, toute la ville est pavoisée aux couleurs de la Catalogne. Klaxons bloqués, les automobiles roulent drapeaux au vent. Partout, on vend les macarons portant les slogans : «Libertés, amnistie, statut d'autonomie», «nous ne voulons pas d'une Généralité décaféinée» (allusion à la prochaine reconnaissance par le gouvernement Suarez de la «Généralité», gouvernement autonome catalan de la République espagnole, abolie par Franco). La plupart des gens (près d'un million !) sont venus en famille avec enfants et même bébés.

Les mots d'ordre très unitaires sont entrecoupés de chants que diffuse une puissante sono et que la foule reprend en chœur.

Ce qui frappe, c'est l'unité qui rassemble cette foule derrière, non pas une banderole de telle ou telle organisation, mais le drapeau catalan, le drapeau basque et celui de la République.

Les partis dits de «gauche», qui n'avaient pas manqué de prendre place dans le cortège pour tenter de le récupérer, en seront pour leurs frais.

• Sahara occidental

Une mutinerie a éclaté récemment dans la garnison de Sidi-Ifni, dans le sud du Maroc. Un contingent de militaires a pris possession de la ville pour exiger la fin de la guerre au Sahara occidental et la libération des soldats, trop souvent maintenus sous les drapeaux au-delà de leur temps réglementaire de service. Il s'agit là de la deuxième mutinerie ayant eu lieu dans cette ville en moins d'une année.

Sidi-Ifni, qui est devenue la base de départ de l'agression militaire marocaine contre le peuple sahraoui, a été complétement saccagée par les mutins qui ont détruit leurs casernes et divers bâtiments administratifs.

La mutinerie a été durement réprimée par le gouvernement d'Hassan II. Encerclés et assiégés durant plusieurs jours, un certain nombre d'insurgés seraient morts de faim et de soif.

• Colombie

La grève générale qui a paralysé la Colombie dans la journé de mercredi et qui a compté près de 3 millions de travailleurs grévistes, a été qualifiée par le gouvernement de «situation normale dans tout le pays, à quelques exceptions près».

On connait maintenant un tout premier bilan de ces «exceptions» : 12 manifestants tués par la police, 400 blessés et plusieurs centaines d'arrestations. Les travailleurs colombiens protestaient ainsi, avec une remarquable unité, contre la politique de misère et de répression du gouvernement. Le couvre-feu a été décrété sur tout le pays et la situation demeure tendue dans la capitale Bogota.

EXPULSION RACISTE DE BEN DHIAF

Alors que les partis bourgeois se gargarisent de promesses électorales, un travailleur tunisien – Shaheddine Ben Dhiaf – vient d'être expulsé. Après avoir été victime de traitements racistes à l'ANPE d'Échirolles où il se rendait pour chercher du travail, il avait été conduit une première fois en prison. Une manifestation avait eu lieu dans la ville pour exiger sa libération (voir HR du 16/9).

Faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion, il a été conduit, jeudi après-midi, par des policiers grenoblois à l'aérodrome de Satolas et a pris l'avion pour la Tunisie.

Les politiciens bourgeois pavoisent, les racistes agressent constamment nos frères immigrés et ce sont ces derniers qui sont expulsés sans autre forme de procès que l'arbitraire le plus total. *Exigeons le retour de Ben Dhiaf et l'inculpation des racistes*, inspirés par les groupes fascistes du SAC.

Un nouveau quotidien

Quand les monopoles veulent «informer»

La bataille électorale entre les partis bourgeois fait rage, à six mois des échéances.

Entre les deux principaux clans, «Union de la gauche» et «Majorité», comme au sein de chacun d'entre eux, tous ces partis redoublent d'efforts pour se placer au mieux en mars 1978.

Que ce soit pour conserver le contrôle de l'État ou s'en emparer, les différents groupes d'intérêts accentuent leurs pressions ou appels d'offre en direction des principaux organes de presse, radio, télévision ou journalistes.

Bien entendu, chacun de ces organes redoublent de proclamations d'indépendance à l'égard des partis, d'autant plus tonitruantes que le fil à la patte est visible.

Rien de bien nouveau dans les pratiques hypocrites et cyniques de la presse bourgeoise où l'argent décide de tout et où on se bat à couteaux tirés mais avec le sourire et en toute objectivité, s'il vous plait.

L'Union de la gauche venait de placer un pion supplémentaire dans l'échiquier avec le lancement du «Matin de Paris».

Lundi prochain, le pouvoir réplique en lançant un nouveau quotidien du soir «J'informe».

L'objectif est sans nul doute de concurrencer «Le Monde» qui ne dissimule pas ses sympathies pour l'Union de la gauche.

Les slogans publicitaires de ce nouveau quotidien, parrainé par l'ex-ministre Fontanet, sont ronflants et jurent de tout dire, en toute indépendance !

Manque de chance, c'est dans le «Canard Enchainé» et pas dans «J'informe» qu'on trouve des renseignements sur les financiers du dit quotidien.

C'est éloquent : les compagnies pétrolières d'État, dont Antar, la Banque de Suez, la Caisse d'Épargne de Paris, Paris bas, la famille Michelin sont, comme par hasard et par administrateurs interposés, chargés de garantir l'«objectivité» de «J'informe».

Voilà nos lecteurs prévenus.

Hermillon (Savoie)

Encore un ouvrier immigré tué

Dimanche matin, a été découvert le cadavre d'un ouvrier portugais de 42 ans, près du village d'Hermillon (Savoie). Il travaillait pour une entreprise de travaux publics. Son corps portait de grandes traces de coups qui ont provoqué la mort. Ce nouveau crime s'ajoute à tous ceux dont sont victimes les travailleurs immigrés. Actuellement, trois personnes sont suspectes, dont le propriétaire d'un bar du village.

Saisie... C'était une erreur !

M. et Mme T, habitant le village d'Itteville dans l'Essonne, ont été victimes d'une drôle de mésaventure. Il s'en est fallu de peu qu'ils aient tout leur mobilier saisi... par erreur. M.T, dont la femme ne travaille pas, est au chômage depuis plusieurs mois. La famille (8 enfants) s'est vite retrouvée avec une dette de 200 F pour les cantines scolaires. Avec les frais de justice etc... elle est rapidement passée à 600 F. A force de privations, ils ont réussi à payer cette somme et ont envoyé un mandat. Mais celui-ci a été «égaré» par l'huissier.

Ce dernier avait fait apposer les scellés sur la maison ainsi qu'une affiche annonçant la vente des meubles, quand, M. et Mme T ont enfin réussi à lui faire entendre raison. De telles erreurs ne sont pas rares. Il est même déjà arrivé que l'huissier se trompe et emporte les meubles d'un voisin après avoir fracturé la porte en son absence. Au-delà du caractère intolérable de la saisie, de telles pratiques montrent tout le mépris de ce régime pourri et de ses serviteurs à l'égard des exploités.

Héros d'un jour

Fabre le chevalier des causes perdues

Le PCF ne jugeait même plus utile de parler d'eux. Présentant leurs positions, le PS écrivait : «Idem PS» (dernier numéro de l'Unité). Et voilà que le pharmacien Fabre et ses Radicaux de gauche rompent les discussions au sommet et deviennent les éphémères héros de l'actualité.

Le Programme commun prévoit dans son texte la nationalisation des banques (donc du crédit bancaire accordé aux entreprises) et de 9 grands groupes monoplistes. Or, le PCF demande que l'on nationalise plus de groupes, mais aussi les filiales de groupes nationalisés (tout au moins les filiales contrôlées à 50 % par ces groupes). Les patrons de ces filiales, patrons de petites et moyennes entreprises, lancent des cris affolés : cela ferait 1 450 nationalisations, disent certains ; cela en ferait plus de 10 000, disent d'autres. Ils ajoutent que déjà dépendre pour eux d'un système bancaire nationalisé est innaceptable. Ils veulent des garanties : qui sera nationalisé ?

Le PS refuse la proposition de nationalisations des filiales telle qu'elle est proposée par le PCF. Mais à gauche, plus encore que Mitterrand, c'est Fabre qui se veut le défenseur des petites et moyennes entreprises. Voilà le sens de son refus.

Mais alors, direz-vous, pourquoi les Radicaux de Fabre se sont-ils acoquinés avec le PCF ? C'est qu'ils ne sont pas contents de la droite non plus. Il n'y a qu'à voir les réactions des représentants des PME, lors des mesures de Barre pour relancer (dit-il) l'économie, en août dernier : «Ces mesures ne concernent pas spécialement les PME et n'auront aucun effet indirect sur elles. D'autres mesures économiques et sociales sont nécessaires». Pendant ce temps, Ceyrac, représentant du grand patronat exprimait, lui, sa satisfaction à Barre.

Les petits et moyens patrons sont donc coincés : à gauche, on voudrait les nationaliser ; à droite, ils ont l'impression qu'on les laisse tomber.

C'est que dans le système capitaliste, les grands monopoles et les grandes banques dominent toute l'économie, de plus en plus. Le capital se concentre en quelques mains, par le jeu des actions, des investissements, des regroupements. Ceux qui ne supportent pas la concurrence sont engloutis. Comme cette concentration du capital et cette concurrence sont des lois sur lesquelles reposent le capitalisme, les petits et moyens patrons ne peuvent y échapper.

Fabre représente ceux qui, parmi eux, placent leurs espoirs dans un gouvernement de gauche. Ils espèrent bénéficier de quelques miettes quand le gouvernement de gauche nationalisera les grands groupes. L'argent des gros patrons irait aux plus petits. Mais quand on leur dit : vous allez être nationalisés vous aussi, ils ne marchent plus !

Et pourtant, c'est là aussi un processus inéluctable. Car, il y a une autre loi du capitalisme : non seulement le capital se concentre mais encore il se concentre aux mains de l'État. Aujourd'hui, les grandes sources d'énergie, les transports et les postes, les grandes banques et les secteurs de pointe au niveau technologique sont nationalisés. Leurs filiales sont soumises à l'État, d'une manière ou d'une autre.

Le Programme commun ne propose que de continuer, de renforcer ce processus.

Fabre a fait ce que les petits et moyens patrons qu'il représente attendaient de lui : il a tapé sur la table face au PCF ; ce que le PS se refusait à faire si clairement.

Mais, à court ou à long terme, la cause est perdue d'avance !

Loin de nous l'idée de les plaindre sous prétexte qu'ils sont mangés par les gros ! Car en fin de compte, eux personnellement s'en tirent toujours. Tandis que les travailleurs de leurs entreprises sont licenciés et condamnés au chômage, au nom de cette restructuration capitaliste.

A droite non plus

Ils ont nom Servan-Shreiber ou Edgar Faure, ils ont aussi leur Parti radical, mais eux sont restés à droite.

En mai 72, les négociations entre les Radicaux et le PS échouent, les premiers refusant de se désister pour le PCF lors des législatives.

La plupart des députés radicaux sentent qu'ils ne seront pas élus sans ce système de soutien réciproque. Ils font scission.

Le 26 juin, le congrès du Parti radical s'ouvre sans eux. Il adopte pour chef, Servan-Shreiber. Le 7 juillet de la même année, les Radicaux de gauche adhérent au Programme commun.

Les Radicaux de droite ne sont guère plus à l'aise là où ils sont que leurs confrères de gauche. Servan-Shreiber a refusé de signer le Manifeste de la majorité. Chirac a même qualifié JJ SS de «turlupin de la politique».

Clémenceau le radical assassin

Jusqu'à l'accession au pouvoir de De Gaulle et la Ve République, les Radicaux ont souvent été au pouvoir, seuls ou avec d'autres. Mais la concentration du capital aux mains des monopoles a eu pour effet de remplacer peu à peu les représentants des petits et moyens patrons par des gens qui représentent le grand capital, les grandes banques.

Toutefois, il est bon de se rappeler ce que furent les Radicaux au pouvoir. Prenons l'exemple d'un nom célèbre : Clémenceau.

1908 : voilà deux ans que Clémenceau, le radical qui voulait se faire passer pour un révolutionnaire, est au pouvoir en France.

Partout éclatent les grèves, les manifestations de rues. Partout, il les réprime. La presse syndicale révolutionnaire de l'époque le surnomme : *«le dictateur», «le monstre», «l'empereur des mouchards», «le sinistre de l'Intérieur»...*

Dans la nuit du 2 au 3 juin 1908, Clémenceau fait tirer sur un comité de grève, à Villeneuve-Saint-Georges, dans la Seine-et-Oise. Bilan trois morts.

Avec l'aide de provocateurs et de mouchards, le même Clémenceau engage alors une vaste chasse aux militants syndicalistes révolutionnaire, une vaste conspiration contre le mouvement ouvrier.

• Besançon

Manifestation des Lip

Les ouvriers de «Lip» ont manifesté mardi dans les rues de Besançon, au lendemain du jugement de liquidation de biens de la société «Lip».

Les «Lip» ont parcouru les rues de la ville en portant des banderoles sur lesquelles on pouvait, notamment, lire : «Nous sommes les Lip vivants». Ils se sont ensuite rendus devant la préfecture de région avant de regagner leur entreprise occupée.

• Dubigeon — Normandie

Le mouvement continue

Après une réunion d'information, jeudi matin, devant les chantiers, les travailleurs de Dubigeon, à Nantes, ont décidé la poursuite du mouvement commencé le 8 septembre. Après cette réunion, plusieurs centaines d'ouvriers ont manifesté dans les rues de Nantes.

Le conflit a commencé lorsque la direction a fait installer des pendules sur les lieux mêmes de travail et a instauré le pointage quatre fois par jour au lieu de deux antérieurement. Des «mensuels» se sont joints au mouvement.

L'activité des chantiers est paralysée. Un piquet de grève se trouve en permanence devant les bureaux de l'entreprise qui emploie environ 2 500 personnes.

Lutter pour l'emploi

Des centaines de milliers de jeunes affluent actuellement sur ce que le capitalisme, ce système fondé sur l'argent et le profit, nous a accoutumés à appeler «marché du travail».

Dans le même temps, des usines continuent à fermer ou à licencier, et les statistiques officielles qui, déjà minimisent la réalité, avouent 35 800 chômeurs de plus ce mois-ci : 1 215 900 en tout, soit certainement plus d'un million et demi en réalité !

Le gouvernement Giscard-Barre, c'est le moins qu'on puisse dire, n'a pas résolu le problème de l'emploi !

Côté syndicats, Séguy n'a cessé de présenter les nationalisations comme l'élément fondamental pour résoudre le problème : c'est normal, c'est ce que dit son parti, le PCF ! Il a même dit qu'à Renault, par exemple, il n'y a pas de licenciements : les intérimaires qui y passent quelques mois avant de retrouver les files d'attente de l'ANPE, ceux ces secteurs comme la machine-outil en voie de destruction ou ceux des sous-traitants ou filiales déguisées, comptent sans doute pour du beurre.

E. Maire, de son côté, vient de reconnaitre la valeur du remède en réclamant lui aussi la nationalisation de Peugeot pour y assurer la démocratie et l'emploi.

L'intérim et l'auxiliariat, les départs non remplacés, toutes choses qui se développent largement dans le nationalisé, comme ailleurs, font que la stabilité de l'emploi y est toute relative !

Mais les licenciements ne frappent pas que les grandes entreprises, nationalisées ou non, tant s'en faut !

Nous savons bien au contraire qu'ils touchent le plus souvent des petites ou moyennes entreprises, dont le statut ne changera pas avec le Programme commun.

Bon nombre des luttes contre les licenciements que nous avons eu à relater et sur lesquelles d'ailleurs la presse de «gauche» ou de «droite» fait le plus souvent silence, touchaient de telles entreprises qui ont été aussi le théâtre des plus marquantes : Lip, Griffet, Réhault, Schlumpf, les Tanneries du Puy, l'Imro, etc.

Pour ces luttes, l'attitude des partis de l'Union de la gauche et des directions syndicales à l'égard de celle des Lip (la plus marquante de toutes) est bien significative :

Condamnés dès le début côté PCF- CGT, soutenus du bout des lèvres par la confédération CFDT, et aujourd'hui sommés d'être «réalistes» par le nouveau maire PS de Besançon : ce fut cela le soutien de la «gauche» aux Lip !

La lutte du Parisien Libéré n'est une exception qu'en apparence : il s'agissait aussi de préserver les intérêts de la FFTL-CGT et c'est d'ailleurs sur ce terrain surtout qu'il y a succès (pour les travailleurs, 110 seulement sur 600 sont repris au Parisien) ; ni pour la liquidation de «Paris Jour», ni pour celle de «Combat» (avec les licenciements correspondants), la FFTL n'avait bougé ; par contre, chacun sait que leur lutte, échappant un peu trop à la FFTL, a valu aux travailleurs de l'Imro d'être exclus de la CGT !

En ce qui concerne les grandes entreprises (sidérurgie, PTT, chantiers navals de Saint-Nazaire, etc.)les chefs syndicaux s'y sont distingués par leur zèle à étouffer les luttes et à tout faire pour les réduire à de multiples «manifestations» de soutien au Programme commun.

Alors, lutter pour l'emploi, c'est d'abord s'opposer à tout licenciement, par la grève, l'occupation des usines et toute forme de lutte légale ou illégale dont les Lip, en plus de 4 ans, ont donné bien des exemples, par la solidarité et l'unité la plus large, à la base et dans l'action.

Et c'est lutter contre les tenants du plan Barre bien sûr, mais aussi contre ceux du Programme commun qui veulent détourner les travailleurs sur la voie de l'électoralisme d'abord, de la collaboration avec un gouvernement de «gauche» ensuite.

Fête des résidents des foyers Sonacotra

de Chelles, Torcy et Noisiel en grève des loyers, membres du Comité de coordination

SAMEDI 17 SEPTEMBRE

au foyer de Noisiel

POUR ALLER AU FOYER
Départ : gare de l'Est, descendre gare de Chelles ; à la gare, prendre le bus 113 N *direction Noisiel*. Descendre à l'arrêt «les 4 pavés».
Par la route, parcours fléché : Chelles-Gournay-Champs-Noisiel.

ADRESSE DU COMITE DE COORDINATION : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris

SOUSCRIPTION

Où va l'argent ?

Kiosques et abonnements

Notre journal l'Humanité rouge ne se diffuse pas comme n'importe quel journal.

Bien sûr nous ferons tout pour assurer sa présence en kiosque la plus large possible. Mais sa diffusion est étroitement liée à l'activité militante des communistes marxistes-léninistes de France dont l'Humanité rouge est le porte parole.

En ce sens les abonnements représentent un point important. Pour un camarade de travail ouvert à nos idées, s'abonner est une décision importante.

On ne s'abonne pas à l' Humanité rouge comme on s'abonne à «Télé 7 jours». De même, pour un de nos lecteur, proposer un abonnement à un voisin, un ami, un collègue, ou même lui offrir un abonnement de 6 mois ou d'un an, est un acte politique de grande importance.

Par ailleurs cela soutient financièrement le journal. Nous avons dit dans un précédent numéro que la vente du journal en kiosque était largement déficitaire : elle nous rapporte 6 millions et demi d'anciens francs par an, alors que les frais d'impression nous coûtent à eux seuls environ 4 millions et demi par mois (sans compter le prix du papier).

Ce déficit s'explique du fait que les NMPP, monopole de la diffusion, nous demande de 60 à 70 centimes par numéro, vendu en kiosque. Alors que la poste, pour les abonnements, nous coûte 10 fois moins cher environ. Nous ne voulons pas dire que les frais postaux ne coûtent rien : ils s'élevent à un million d'anciens francs par mois, pour un journal de 8 pages.

Ainsi donc l'abonnement est à la fois un moyen important d'activité politique auprès de nos amis et camarades de travail ou de quartier, mais aussi une aide financière concrète apportée au journal. Il permet également d'avoir une somme d'argent en réserve.

Abonnements et souscription vont de pair ! En avant pour les 60 millions avant la fin décembre !

• CMC — Quimper. (3)

Contradictions au sein du patronat

... POUR UNE EXPLOITATION RENFORCEE

La lutte à la CMC a montré la volonté des travailleurs de s'opposer jusqu'au bout aux licenciements et de garder leurs avantages. Ceci est un point très important à l'heure où les directions syndicales comptent réduire les conflits au minimum. Législatives obligent !

L'«affaire» Caillerec, elle, revêt aussi une importante signification. Elle illustre la guerre acharnée qui existe entre les capitalistes gros et petits pour les profits. Elle révèle les contradictions entre l'État capitaliste et les représentants des petites et moyennes entreprises.

En effet, Thirode a été trouvé par Ouest-atlantique et Caillerec par le tribunal de commerce qui, lui, représente les intérêts de la bourgeoisie locale.

OUEST-ATLANTIQUE : QU'EST-CE QUE C'EST ?

C'est une association reliée à la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire). Elle dépend donc d'un organisme officiel chaperonné par l'État monopoliste. Chacun sait qu'en Bretagne, beaucoup de battage a été fait sur l'industrialisation. Ouest-atlantique, en tant qu'association, doit justifier son existence, les dépenses faites en son nom.

Ainsi Donval est une entreprise de chaussures fermée depuis près de deux ans à Rosporden. Les ouvrières occupent l'usine.

Elles n'ont pas à se plaindre : Ouest-atlantique leur a envoyé un candidat au rachat de l'entreprise, presque tous les mois. Mais, comme par hasard, pour l'un les murs étaient hauts ou trop bas ; pour l'autre, la surface trop grande ou trop petite... (Ils ont même envoyé Thirode). A croire que Ouest-atlantique déguise des chômeurs en patrons pour donner des illusions aux ouvrières et pour faire croire qu'ils font vraiment quelque chose pour elles.

DES CONTRADICTIONS...

L'action de Ouest-atlantique ne reçoit pas que des remerciements de la part des patrons de Bretagne. En effet, Ouest-atlantique s'efforce de faire s'installer des gros trusts dans la région, ce qui fait peur aux petits patrons... De plus, dans le Sud-Finistère, Ouest-atlantique n'a rien apporté... CMC allait être leur seule réussite, avec l'arrivée de Thirode. Mais le tribunal de commerce en a jugé autrement.

Contre Ouest-atlantique, la préfecture et Bécam, et surtout contre les travailleurs, ils ont choisi Caillerec.

Les patrons bretons s'opposent férocement aux ouvriers comme chez Hamon (transports), Le Coz et Mahé, à la Scaplen (couture). Ils n'ont rien cédé même après de longues et dures grèves.

En choisissant Caillerec, ils confirment leur volonté de lutte contre toute revendication des ouvriers et leur opposition d'intérêts à certains autres capitalistes.

...MAIS EXPLOITATION TOUJOURS

Nous sommes dans un régime capitaliste. Gros ou petit, un patron est un patron. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est le chiffre d'affaires qu'il réalise. Le sort de ses ouvriers ne l'intéresse que sous l'aspect productivité : et ce n'est pas parce qu'à la CMC, il y a eu contradiction sur le choix de l'exploiteur que l'intérêt des ouvriers aurait été d'avoir Thirode pour patron. Thirode avait eu beau signer le protocole d'accord, ses profits étant en jeu, à la moindre occasion il ne se serait pas gêné pour licencier.

Directrice de publication : Suzanne Marty — Commission paritaire No 57 952 — Distribution NMPP — IMP : La Nouvelle — Dépot légal : 3e trimestre 1977